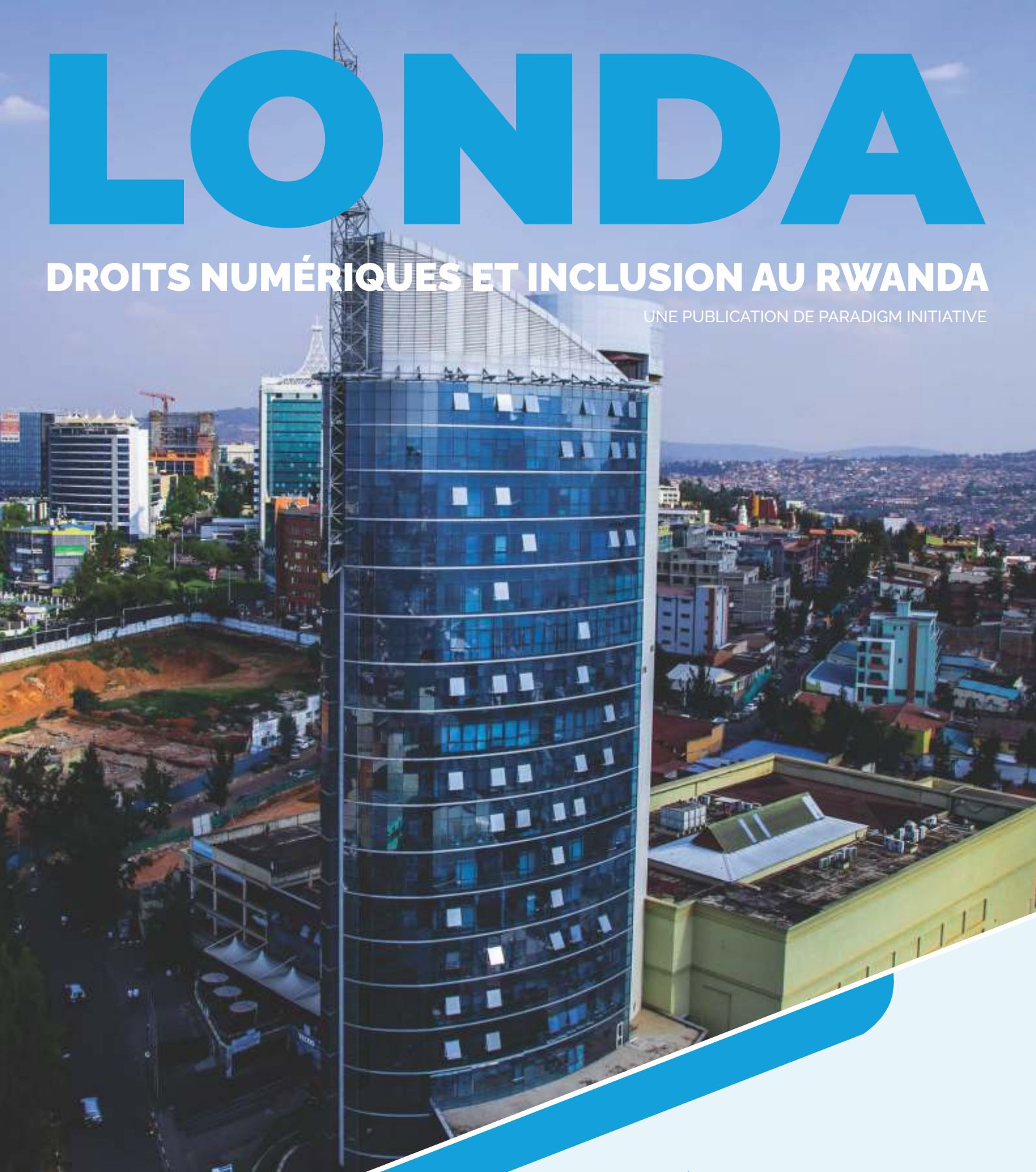


# LONDA

DROITS NUMÉRIQUES ET INCLUSION AU RWANDA

UNE PUBLICATION DE PARADIGM INITIATIVE



2020  
RAPPORT

[www.paradigmhq.org](http://www.paradigmhq.org)



     @ParadigmHQ

# LONDA

**DROITS NUMÉRIQUES ET INCLUSION AU RWANDA 2020 RAPPORT**

UNE PUBLICATION DE PARADIGM INITIATIVE

**Publié par Paradigm Initiative**

374 Borno Way, Yaba, Lagos, Nigeria

Email: [media@paradigmhq.org](mailto:media@paradigmhq.org)

[www.paradigmhq.org](http://www.paradigmhq.org)

Publié en Avril 2021

Rapport rédigé par Jean-Pierre Afadhali

Équipe Éditoriale: 'Gbenga Sesan, Kathleen Ndongmo, Koliwe Majama, Margaret Nyambura Ndung'u,

Mawaki Chango, Nnenna Paul-Ugochukwu and Thobekile Matimbe.

Conçu par Luce Concepts

This publication may be reproduced for non-commercial use in any form provided due credit is given to the publishers, and the work is presented without any distortion.

Copyright © 2021 Paradigm Initiative



Creative Commons Attribution 4.0 International (CC BY 4.0)



# LONDA

DROITS NUMÉRIQUES ET INCLUSION AU RWANDA 2020 RAPPORT

UNE PUBLICATION DE PARADIGM INITIATIVE

Les organisations de la société civile continuent de travailler pour faire progresser les droits et l'inclusion numériques en Afrique, en veillant à ce que les meilleures pratiques soient adoptées dans les politiques et la législation. Ce rapport analyse l'état des droits numériques et de l'inclusion au Rwanda, en examinant les violations et les lacunes, en étudiant l'utilisation et l'application de la politique et de la législation, en soulignant les étapes importantes et en proposant des recommandations pour le paysage numérique en Rwanda. Avec des rapports provenant de 20 pays, cette édition aborde, entre autres, la fracture numérique aggravée par la pandémie de COVID-19 et met en lumière les infractions dans différents domaines thématiques tels que la vie privée, l'accès à l'information et la liberté d'expression, avec un contexte législatif et politique bien énoncé.

## TABLE DES MATIÈRES

CONTEXTE DU PAYS	1
SECTEUR DES TIC	2
VIOLATIONS DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION EN LIGNE ET COVID-19	3
VIE PRIVÉE ET SURVEILLANCE	4
ACCÈS ET COÛT DE L'INTERNET ET DES TECHNOLOGIES	6
GENRE ET ACCÈS	6
CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	7





Le Rwanda est un petit pays enclavé en Afrique de l'Est avec une population d'environ 12,6 millions d'habitants, selon l'Institut national de statistique du Rwanda.<sup>1</sup> La capitale Kigali ne cesse de croître grâce aux services technologiques intelligents et à l'urbanisation croissante qui ont façonné la ville au cours des deux dernières décennies. La capitale joue un rôle à la fois administratif et économique.

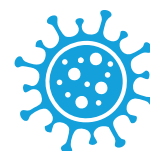
## CONTEXTE DU PAYS

# DROITS NUMÉRIQUES ET INCLUSION AU RWANDA

Cette année, la pandémie de COVID-19 a nui à divers aspects de la vie du pays, notamment les droits numériques, l'économie et la santé publique, alors que le gouvernement luttait contre le virus mortel en introduisant plusieurs mesures pour contenir l'épidémie.

Le pays est considéré comme l'un des politiquement stable avec la croissance rapide de l'économie et la transformation socio-économique en Afrique. Le gouvernement rwandais dirigé par le président Paul Kagame a reçu de nombreux éloges et le soutien financier de donateurs et d'institutions financières internationales au cours des deux dernières décennies pour son modèle de développement.<sup>2</sup> Depuis 1994 Génocide contre les Tutsis où environ 800000 personnes ont perdu la vie selon les Nations Unies, le paysage politique est dominé par le Front patriotique rwandais (FPR)- avec d'autres petits partis politiques alliés dans ce qu'on appelle le Forum consultatif national des organisations politiques.<sup>3</sup>

Le président Kagame a remporté trois élections en 2003, 2010 et 2017. M. Kagame est souvent félicité pour avoir transformé le pays d'Afrique de l'Est en modèle de



**COVID-19**  
*Numérique droits,  
économie et la santé  
publique ont été  
affectées*

1. National Institute of Statistics of Rwanda: November 2020, <http://www.statistics.gov.rw/>

2. The Loyalty of Keeping Rwandans abroad in Check: BBC News Africa: 19 November 2020, <https://www.bbc.com/news/world-africa-54801979>

3. Forum consultatif national des organisations politiques, <http://forumfp.org.rw/index.php?id=42>

développement. Cependant, son style de leadership est souvent critiqué par les organisations de défense des droits de la personne et l'opposition pour son piètre bilan en matière de droits de la personne, ses critiques, ses médias et la faiblesse de la société civile.<sup>4</sup>

## SECTEUR DES TIC

Le ministère rwandais des TIC et de l'Innovation coordonne les politiques et les programmes liés aux TIC, suivi d'une autorité de réglementation, l'Autorité rwandaise de réglementation des services publics (RURA). La RURA a été créée par la loi n° 39/2001 du 13 Septembre 2001 avec pour mission de réglementer certains services publics, notamment les réseaux et/ou services de télécommunications. Cette loi a été revue et remplacée par la loi N. 09/2013 du 01/03/2013,<sup>5</sup> donnant à la RURA le mandat de réglementer les télécommunications, l'information la technologie, la radiodiffusion et les technologies électroniques convergentes, y compris Internet et toute autre technologie audiovisuelle de l'information et de la communication. De plus, l'Autorité rwandaise de la société de l'information, un organisme affilié au ministère des TIC, aide le gouvernement à numériser le Rwanda.<sup>6</sup>

Le marché Rwandais des télécommunications est composé de deux opérateurs de réseaux mobiles, de 24 fournisseurs de services Internet (FAI), d'un grossiste et d'un fournisseur de réseaux 4G, de deux fournisseurs de services réseau et d'un revendeur de capacité en date de Septembre 2020. Les principaux opérateurs de télécommunications

sont MTN-Rwanda et Airtel.<sup>7</sup> Liquid Telecom, anciennement Rwandatel fournit ASP et d'autres services Internet tels que le haut débit domestique. La pénétration de l'internet s'établit à 62,9% en Mars 2020, selon les données du régulateur des télécommunications.<sup>8</sup> Toutefois, l'abordabilité des appareils et le faible accès à la large bande élargissent l'écart numérique. Les données montrent que 37% des ménages ne possèdent pas de téléphone, tandis que 74,3% des abonnés mobiles comptent principalement sur des services Internet 2G ou 3G plus lents. La fracture numérique entre les sexes demeure un défi. Les chiffres du rapport de 2019 sur les statistiques relatives au genre montrent que seulement 7 % des femmes âgées de 15 ans et plus étaient alphabétisées en informatique. En outre, seulement 26% du personnel des télécommunications sont des femmes signalant un écart important dans le secteur clé.<sup>9</sup>

En 2000, le Rwanda a établi la "Vision 2020" qui était le plan de transformation du pays pour atteindre un statut d'économie fondée sur la connaissance et un revenu moyen d'ici 2020. Les plans nationaux d'infrastructure d'information et de communication NICI Plans I~III 2000 – 2015 ont été adoptés pour orienter les programmes de TIC liés à Vision 2020. La couverture réseau du pays est élevée à 93,5% pour la 3G alors que la couverture 4G s'établit à 96,6% en Janvier 2020.<sup>10</sup> La fibre optique est estimée à plus de 3300 km selon le réseau Korea Telecom Rwanda.<sup>11</sup> Cependant, l'utilisation réelle de la large bande est encore plus faible en fonction du nombre d'abonnés actifs

4. Rwanda Country Profile, BBC News: 17 Septembre 2018, <https://www.bbc.com/news/world-africa-14093238>

5. Journal officiel du Rwanda, 2013, [https://rura.rw/fileadmin/docs/report/Official\\_Gazette\\_no\\_14\\_bis\\_of\\_08\\_04\\_2013.pdf](https://rura.rw/fileadmin/docs/report/Official_Gazette_no_14_bis_of_08_04_2013.pdf)

6. Rwanda Information Society Authority, 2017, <https://www.risa.rw/home/>

7. Report for Licensed ICT operators, 2020, [https://rura.rw/fileadmin/Documents/ICT/statistics/Report\\_for\\_Licensed\\_ICT\\_Operators\\_as\\_of\\_Septemembr\\_2020.pdf](https://rura.rw/fileadmin/Documents/ICT/statistics/Report_for_Licensed_ICT_Operators_as_of_Septemembr_2020.pdf)

8. Rapport sur les abonnements à Internet par catégorie, 2020, <https://rura.rw/index.php?id=164>

9. Accelerating Digital Transformation in Rwanda, 2020, <https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/912581580156139783/rwanda-economic-update-accelerating-digital-transformation-in-rwanda>

10. Accelerating Digital Transformation in Rwanda, 2020, <https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/912581580156139783/rwanda-economic-update-accelerating-digital-transformation-in-rwanda>

11. Korea Telecom Rwanda, 2020, <https://www.ktrn.rw/about>

déclarés par Mobile Network Opérateurs.<sup>12</sup> Alors que la pénétration d'Internet augmente à 62,3% en Juin 2020, la pénétration de la 4G reste faible à 5,1% selon les données du régulateur.<sup>13</sup> 74 pour cent comptent actuellement sur 2G avec des services limités à savoir les sms et les voix selon la Banque mondiale.<sup>14</sup> Le taux cumulatif d'électrification permettant le raccordement et l'accès était de 56,7% en Septembre 2020.

Le pays espère connecter 100% des ménages d'ici 2024 alors que les utilisateurs productifs seront tous connectés d'ici 2022 selon l'agence publique de l'énergie.<sup>15</sup> Les télécentres ont également aidé les citoyens à accéder aux services numériques, en particulier dans les zones rurales.<sup>16</sup> À la fin du troisième NICI en 2015, le pays a adopté le Smart Rwanda 2020 Master Plan pour construire à toutes les générations précédentes et faire progresser l'agenda de transformation numérique du pays jusqu'en 2020 et au-delà.<sup>17</sup>

Malgré les progrès réalisés en matière d'infrastructure, les droits numériques et l'inclusion sont encore un rêve pour beaucoup de personnes, au milieu de l'élargissement des disparités entre les sexes et d'autres écarts numériques. En 2020, la COVID-19 a aggravé la situation sur divers fronts, notamment la protection de la vie privée, la liberté d'expression en ligne, la surveillance, l'identité numérique et l'accès.<sup>18</sup>

## VIOLATIONS DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION EN LIGNE ET COVID-19

Plusieurs mesures ont entravé la liberté d'expression en ligne, alors qu'un certain nombre de blogueurs, de producteurs de contenu en ligne partageant du contenu sur YouTube et un photographe ont été arrêtés pour avoir prétendument enfreint les règles relatives à la COVID-19. En 2018, le pays a promulgué la loi n° 60/2018 du 22/8/2018 sur la prévention et la répression des cybercrimes. La loi est critiquée pour avoir utilisé le terrorisme et la sécurité nationale comme justification de certaines de ses dispositions répressives.<sup>19</sup> Le 13 Juillet 2020, le photographe Reuben Hamuli a été arrêté pour "publication et propagation de rumeurs en ligne".<sup>20</sup> Selon la police, l'homme a utilisé sa page Twitter pour faire de fausses déclarations selon lesquelles il était arrêté à tort. L'article 39 de a été cité pour être utilisé dans son cas.<sup>21</sup> La loi pourrait être abusée pour restreindre la liberté d'expression en particulier l'article sur la publication de rumeurs.

**En 2020, la COVID-19 a aggravé la situation sur divers fronts, notamment la protection de la vie privée, la liberté d'expression en ligne, la surveillance, l'identité numérique et l'accès.**

12. Accelerating Digital Transformation in Rwanda, World Bank, 2020, <https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/912581580156139783/rwanda-economic-update-accelerating-digital-transformation-in-rwanda>

13. Statistiques des TIC et des télécommunications, 2020, [https://www.rura.rw/fileadmin/Documents/ICT/statistics/ICT\\_and\\_Telecom\\_Statistics\\_report\\_as\\_of\\_June\\_2020.pdf](https://www.rura.rw/fileadmin/Documents/ICT/statistics/ICT_and_Telecom_Statistics_report_as_of_June_2020.pdf)

14. Accelerating Digital Transformation in Rwanda, 2020, <https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/912581580156139783/rwanda-economic-update-accelerating-digital-transformation-in-rwanda>

15. Accès à l'électricité, Rwanda Energy Group, <https://www.reg.rw/what-we-do/access/>

16. Réseau de télécentres du Rwanda 2020, <https://rtn.rw/about/>

17. Smart Rwanda Master Plan, 2015,

[https://www.minict.gov.rw/policies?tx\\_filelist\\_filelist%5B%4owidget\\_0%5D%5BcurrentPage%5D=2&cHash=16083ab4bo499921686749e2c5213490](https://www.minict.gov.rw/policies?tx_filelist_filelist%5B%4owidget_0%5D%5BcurrentPage%5D=2&cHash=16083ab4bo499921686749e2c5213490)

18. "Rwanda: Lockdown Arrests, Abuses Surge", "End media Crackdown, Mass Arbitrary Arrest", Human Rights Watch, 24 April 2020, <https://www.hrw.org/news/2020/04/24/rwanda-lockdown-arrests-abuses-surge>

19. State of Internet Freedom in Rwanda, 2019,

20. "Man arrested for publishing rumours", The New Times, July 13, 2020, <https://www.newtimes.co.rw/news/covid-19-man-arrested-publishing-rumours>

21. Law on prevention and punishment of cybercrimes, 2018,

[https://rura.rw/index.php?id=104&tx\\_news\\_pi1%5Bnews%5D=603&tx\\_news\\_pi1%5Bday%5D=27&tx\\_news\\_pi1%5Bmonth%5D=9&tx\\_news\\_pi1%5Byear%5D=2018&cHash=cf6a0de5282574dd3c3a8081a6348b83](https://rura.rw/index.php?id=104&tx_news_pi1%5Bnews%5D=603&tx_news_pi1%5Bday%5D=27&tx_news_pi1%5Bmonth%5D=9&tx_news_pi1%5Byear%5D=2018&cHash=cf6a0de5282574dd3c3a8081a6348b83)

En Avril, plusieurs professionnels des médias ont été arrêtés pour avoir prétendument enfreint les lignes directrices sur la COVID-19.<sup>22</sup> Parmi eux, Théoneste Nsengimana, un réalisateur de Umubavu TV, une télévision en ligne. Dieudonné qui dirige Ishema TV, une chaîne YouTube, quelques jours après avoir publié un rapport sur les violations présumées des droits reprochées à l'armée dans un quartier de Kigali. La commission pour la protection des journalistes a appelé les autorités rwandaises à faciliter le travail des journalistes et des professionnels des médias sans "ingérence".<sup>23</sup>

De plus, les dispositions du Code pénal du Rwanda relatives à la diffamation criminelle ont été utilisées pour inculper des professionnels des médias et des critiques.<sup>24</sup> Toutefois, en 2018 et 2019, ces dispositions ont été abrogées du Code criminel.<sup>25</sup>

Malgré l'abrogation des dispositions qui peuvent être utilisées pour entraver la liberté d'expression en ligne et hors ligne, certains sont encore sceptiques en disant qu'il existe d'autres moyens de faire taire les critiques. "En ce qui concerne l'espace politique et la liberté de la presse au Rwanda, le régime de Kagame semble allergique aux progrès réels. Sa déclaration sur la diffamation peut mener à l'abolition de la loi, mais cela ne fait pas de lui un visionnaire qui devrait être adopté tout de suite."

Écrit Fred Muvunyi, un journaliste rwandais, ancien président de l'organe d'autorégulation des médias au Rwanda.<sup>26</sup> "D'autres moyens existent pour persécuter les critiques ou réprimer l'opposition", a-t-il ajouté.

## VIE PRIVÉE ET SURVEILLANCE

En 2019, le Rwanda a ratifié la Convention africaine sur la cybersécurité et la protection des données personnelles.<sup>27</sup> Le cabinet du Rwanda a approuvé le projet de loi du pays sur la protection des données et la loi sur la privée en Octobre. Le but du projet de loi est de fournir un mécanisme par lequel la protection et la confidentialité des données personnelles seront "assurées". Dans un éditorial intitulé "Data protection long overdue, fast-track it" le journal Rwanda Today a déclaré que le projet de loi était attendu depuis longtemps: "Étant donné le nombre croissant de Rwandais qui ont accès aux services numériques, l'adoption de cette loi est attendue depuis longtemps. Des millions de Rwandais accèdent déjà aux plateformes numériques pour les réseaux sociaux, pour étudier et travailler."<sup>28</sup> Cependant, le projet de loi est muet sur les questions critiques de la vie privée soulevées au sujet des données personnelles telles que l'identité numérique et d'autres.

***En 2020, des outils de surveillance et de suivi ont été utilisés pour freiner la propagation de la COVID-19, mais le manque de transparence pourrait avoir une incidence sur le droit des gens à la vie privée.***

”

22. Communiqué du Cabinet, 2020

23. "Multiple Journalists arrested throughout covid-19 lockdown period", 9 September 2020,

24. CIPESA, State of Internet Freedom in Rwanda, 2019, [https://www.opennetafrica.org/?wpfb\\_dl=103](https://www.opennetafrica.org/?wpfb_dl=103)

25. "Rwanda court repeals law that bans satirical cartoons", Reuters, 24 April 2019, <https://www.reuters.com/article/us-rwanda-politics-cartoons-idUSKCN1So2Bo>

26. "Opinion: Rwanda's Paul Kagame- an enemy of the media parading as a statesman", DW, 2 May 2019, <https://www.dw.com/en/opinion-rwandas-paul-kagame-an-enemy-of-the-media-parading-as-a-statesman/a-48562042>

27. "La Convention de l'UA fait enfin partie de la loi rwandaise", 2019, <https://www.newtimes.co.rw/opinions/au-convention-finally-part-rwandan-law>

28. "Editorial: Data Protection Law Long overdue, fast-track it", 11 November 2020, <https://rwandatoday.africa/rwanda/opinion/editorial-data-protection-law-long-overdue-fast-track-it-3018844>



***Des WhatsApp privés, des messages Skype et des courriels ont été utilisés comme preuve dans des affaires judiciaires soulevant des préoccupations concernant la violation de la vie privée et la surveillance.***

En 2020, des outils de surveillance et de suivi ont été utilisés pour freiner la propagation de la COVID-19, mais le manque de transparence pourrait avoir une incidence sur le droit des gens à la vie privée. Le projet de loi sur la protection des données fait partie de la mise en œuvre de la convention. Toutefois, l'identité de Rwanda Digital aurait pu être utilisée pour surveiller la violation des règles de la COVID-19 qui soulève des préoccupations en matière de violation de la vie privée. En juillet, la police a révélé que l'identité des contrevenants aux règles de la COVID-19 serait enregistrée numériquement pour éclairer les "actions graves" en cas de récidive.<sup>29</sup> En mai, le gouvernement rwandais a déployé des outils numériques pour surveiller les cas positifs et suivre les infections.

Les applications ont utilisé des profils de données téléphoniques pour retracer les personnes qui avaient été en contact avec des patients atteints de la COVID-19. Le système pourrait surveiller et géolocaliser les personnes dans des centres d'isolement localisés pour s'assurer qu'elles ne quittent pas leur zone de confinement.<sup>30</sup> Des WhatsApp privés, des messages Skype et des courriels ont été utilisés comme preuve dans des affaires judiciaires soulevant des préoccupations concernant la violation de la vie privée et la surveillance.<sup>31</sup> L'interception des communications a servi à recueillir des preuves dans l'affaire Diane Rwigara, porte-parole du gouvernement, mais la poursuite a perdu l'affaire en 2018 pour insuffisance de preuves.<sup>32</sup>

29. "Covid19:Police Outlines tough measures against errant violators", 24 July 2020, <https://www.ktpress.rw/2020/07/covid-19-police-outlines-tough-measures-against-errant-violators/>

30. "Rwanda opts for digital tools in COVID-19 contact tracing", 2 May 2020, <https://allafrica.com/stories/202005040293.html>

31. State of Internet Freedom in Rwanda, 2019,

32. "Rwandan court acquits the Rwigaras", 2018, <https://www.theeastafrican.co.ke/news/ea/Rwandan-court-acquits-the-Rwigaras/4552908-4884232-yfb4s/index.html>



## ACCÈS ET COÛT DE L'INTERNET ET DES TECHNOLOGIES

Malgré une pénétration croissante de l'Internet, beaucoup sont restés exclus en raison principalement de la pauvreté, ce qui fait qu'ils ne peuvent pas accéder aux appareils numériques, à la connexion, alors que d'autres n'ont pas de compétences en littératie numérique. Le prix mensuel moyen de 1Go par mois était de 0,56 \$ US en 2018, équivalent.

5,1% du revenu mensuel médian et plus du double de l'objectif de 2% de l'Alliance for Affordable Internet, ce qui rend le coût élevé pour les citoyens ordinaires.<sup>33</sup> Actuellement 1,5 Go de 3G coûte en moyenne 2 USD qui sont encore plus élevés pour beaucoup.<sup>34</sup> Cependant, le coût d'Internet est dit être l'un des plus abordables en Afrique.<sup>35</sup>

Pendant la crise de la COVID-19, l'éducation a été l'un des secteurs touchés par l'exclusion numérique, principalement en raison des problèmes d'abordabilité. "Un grand nombre d'élèves ou de parents n'ont pas d'ordinateur portable ou de téléphone intelligent, et la plupart d'entre eux n'ont pas accès aux travaux que les enseignants envoient par l'entremise de groupes WhatsApp depuis la fermeture de l'établissement dans le cadre de la COVID-19", a déclaré un directeur d'établissement.<sup>36</sup> Les données de la Banque mondiale montrent que 37% ne possèdent pas de téléphone, tandis que la majorité d'entre eux utilisent les services 2G avec des fonctionnalités limitées.<sup>37</sup>

## GENRE ET ACCÈS

L'égalité des sexes a été au cœur des politiques rwandaises visant à combler le fossé numérique. Des programmes comme "Girls in ICT mentorship and networking", "Digital Ambassador" et "Women in TECH" jouent un rôle clé. Cependant, les femmes restent en retard dans les TIC. Les chiffres montrent que la connaissance de l'informatique est



33. Accelerating Digital Transformation in Rwanda, 2020, <https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/912581580156139783/rwanda-economic-update-accelerating-digital-transformation-in-rwanda>

34. Airtel, Internet services bundles, <https://airtel.co.rw/internetservice/databundle>

35. "Rwandans spend 7 % of their income on Internet", 2020, <https://www.newtimes.co.rw/news/report-rwandans-spend-7-their-income-internet>

36. Diriger une école pendant la crise de la COVID-19 : une entrevue avec un dirigeant d'école », page 12, 21 septembre 2020, <https://rwanda.vvob.org/news/online-and-distance-learning-educational-response-covid-19-crisis>

37. Accelerating Digital Transformation in Rwanda, 2020, <https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/912581580156139783/rwanda-economic-update-accelerating-digital-transformation-in-rwanda>

encore faible, mais beaucoup plus faible chez les femmes que chez les hommes âgés de 15 à 30 ans (10,7% comparativement à 13,8%). L'augmentation depuis 2014 à 2018 a été très faible. La même tendance a été observée pour les femmes et les hommes âgés de 15 à 24 ans et pour la population âgée de 15 ans et plus.<sup>38</sup> Les données de la RURA montrent que 26% du personnel des télécommunications qui emploie 1127 personnes sont des femmes, tandis que 74% sont des hommes en Juin 2020.<sup>39</sup>

Élargir l'accès aux appareils numériques dans tous les foyers et toutes les écoles; accroître la connectivité et améliorer l'accès au contenu numérique sont quelques-unes des solutions au fossé numérique.<sup>40</sup> Lorsqu'on les compare à la Déclaration sur les principes de la liberté d'expression et de l'accès à l'information en Afrique, les préoccupations augmentent en ce qui concerne particulièrement la liberté d'expression. Cela se traduit principalement par une réglementation stricte des médias, comme le

processus d'autorisation de créer des organisations médiatiques et l'accréditation.<sup>41</sup> En ce qui concerne le droit à l'information, le Rwanda loi promulguée N° 04/2013 du 08/02/2013 relative à l'accès à l'information,<sup>42</sup> qui, bien qu'étant une loi progressiste, l'accès à l'information reste un défi.<sup>43</sup>

**Malgré une pénétration croissante de l'Internet, beaucoup sont restés exclus en raison principalement de la pauvreté, ce qui fait qu'ils ne peuvent pas accéder aux appareils numériques, à la connexion, alors que d'autres n'ont pas de compétences en littératie numérique.**

## CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

L'état des droits numériques et de l'inclusion au Rwanda en 2020 a été largement touché par la pandémie de COVID-19 pendant le confinement et d'autres restrictions qui ont suivi. Cela s'est traduit par des pratiques de surveillance justifiées qui manquaient de transparence et soulevaient des préoccupations concernant la violation de la vie privée et des droits numériques, comme le soulignent de nombreux rapports cités. Les anciennes pratiques qui aboutissent dans les législations du pays avec des dispositions qui peuvent entraver la liberté d'expression en ligne et hors ligne se sont poursuivies en 2020.



38. National Gender Statistics Report, 2019, <https://www.statistics.gov.rw/publication/national-gender-statistics-report-2019>

39. Rapport trimestriel sur les statistiques des TIC, juin 2020, [https://rura.rw/fileadmin/Documents/ICT/statistics/Quarterly\\_ICT\\_Statistics\\_report\\_as\\_of\\_June\\_2020\\_.pdf](https://rura.rw/fileadmin/Documents/ICT/statistics/Quarterly_ICT_Statistics_report_as_of_June_2020_.pdf)

40. Apprentissage en ligne et à distance : Réponse de l'éducation à la crise de la COVID-19, 21 septembre 2020, <https://rwanda.vvob.org/news/online-and-distance-learning-educational-response-covid-19-crisis>

41. Sauvegarder la société civile en Afrique de l'Est, 2017, <https://smallmedia.org.uk/work/safeguarding-civil-society-east-africa>

42. Loi relative à l'accès à l'information, 2013, fichier

43. "Despite a Progressive law, Access to Information", 2020, <https://panafricanvisions.com/2020/11/despite-a-progressive-law-access-to-information-remains-a-challenge-in-rwanda-report/>



Malgré la pénétration croissante de l'Internet, le fossé numérique se creuse, car beaucoup ne peuvent pas accéder à Internet et l'utiliser, le haut débit en raison du coût élevé des services Internet et des appareils numériques, principalement les téléphones mobiles. Les données montrent que le numérique L'écart entre les sexes reste un défi majeur, tandis que le pays a lancé des programmes impressionnants pour inclure les femmes dans le secteur des TIC et les habiliter à participer à une transformation numérique plus large loi promulguée N° 04/2013 du 08/02/2013 relative à l'accès à l'information, qui, bien qu'étant une loi progressiste, l'accès à l'information reste un défi.

L'état des droits numériques et de l'inclusion au Rwanda en 2020 a été largement touché par la pandémie de COVID-19 pendant le confinement et d'autres restrictions qui ont suivi. Cela s'est traduit par des pratiques de surveillance justifiées qui manquaient de transparence et soulevaient des préoccupations concernant la violation de la vie privée et des droits numériques, comme le soulignent de nombreux rapports cités. Les anciennes pratiques qui aboutissent dans les législations du pays avec des dispositions qui peuvent entraver la liberté d'expression en ligne et hors ligne se sont poursuivies en 2020. Malgré la pénétration croissante de l'Internet, le fossé numérique se creuse, car beaucoup ne peuvent pas accéder à Internet et l'utiliser, le haut débit en raison du coût élevé des services Internet et des appareils numériques, principalement les téléphones mobiles. Les données montrent que le numérique L'écart entre les sexes reste un défi majeur, tandis que le pays a lancé des programmes impressionnants pour inclure les femmes dans le secteur des TIC et les habiliter à participer à une transformation numérique plus large.

Élargir l'accès aux appareils numériques, aux services Internet aux ménages, ce qui réduira la fracture numérique, cela se fera en partenariat avec des entreprises de télécommunications, des fournisseurs de services numériques, des télécentres et d'autres parties prenantes des TIC.

Le gouvernement devrait investir davantage dans les infrastructures numériques pour stimuler l'environnement favorable en incitant les opérateurs de télécommunications et d'autres investisseurs dans les TIC à connecter la population rurale. La couverture réseau élevée sans utilisation active ne comble pas le fossé numérique.

Malgré l'élimination des dispositions pénales en matière de diffamation dans le code pénal révisé du pays, l'article sur la publication de rumeurs contenues dans la loi sur la cybersécurité est vague et devrait être révisé ou abrogé parce qu'il pourrait entraver la liberté d'expression en ligne.



La fracture numérique entre les sexes entrave les réalisations progressistes du pays en matière d'égalité entre les sexes, ont cité des programmes tels que les "ambassadeurs numériques" qui visent à renforcer les compétences numériques chez les femmes pour de meilleurs résultats et les autorités devraient encourager davantage de femmes à rejoindre les TIC.

Les entreprises de télécommunications ont été incitées à embaucher davantage de femmes et à intégrer la promotion de l'égalité des sexes dans la politique de l'emploi.

Le projet de loi sur la protection des données récemment approuvé devrait être accéléré mais révisé pour inclure d'autres dispositions sur la protection des données qui touchent à l'identité numérique et à l'utilisation transparente des données personnelles par les entreprises privées et publiques.

# LONDA

**DROITS NUMÉRIQUES ET INCLUSION AU RWANDA 2020 RAPPORT**

UNE PUBLICATION DE PARADIGM INITIATIVE



**Paradigm Initiative**

374 Borno Way, Yaba, Lagos, Nigeria

Email: [media@paradigmhq.org](mailto:media@paradigmhq.org)

[www.paradigmhq.org](http://www.paradigmhq.org)

     @ParadigmHQ